



Vacances ?

L'année scolaire est finie. L'année universitaire est finie. Le tour de France est fini. Pour un tas de gens, le boulot, c'est fini : ils sont au chômage. Ou en travail partiel imposé. Ou en travail précaire. Ou en travail au noir estival, puisqu'on est en été.

A en croire la rumeur publique, le seul qui bosse, c'est le boss, et il bosse fort. Et efficace.

Les « réformes » tombent plus vite que les épis de blé derrière les moissonneuses batteuses. Les glaneurs et les glaneuses ne trouveront plus grand-chose sur le champ. Salaires en berne, prix en hausse, libertés en solde. Le temps de travail imposé explose. Le droit de grève est attaqué. Le président s'offre une nouvelle rédaction de la Constitution, le droit d'aller parler devant le Congrès et un député socialiste de plus.

Que se passe-t-il ?

Pour notre FSU, l'année n'est pas finie : si l'école est finie, les autres services publics ne sont pas fermés.

Regardez la Police Aux Frontières, par exemple. Le boulot qu'elle a !

Et le centre de rétention administrative d'Hendaye : il ne chôme pas, tout neuf : il vient d'accueillir pour la première fois deux petits enfants.

Et les services de la préfecture qui cherchent à obtenir le document qui permettra au préfet d'envoyer M. Kuka vers la mort et ses enfants dans la réclusion sans école.

Non, ne plaisantons pas. Ce ne sont pas les seuls services publics à bien fonctionner : il y a l'hôpital. Bon, d'accord, pas celui d'Oloron. Les routes. L'hygiène et la sécurité, dont les missions doivent être privatisées ou supprimées. Et la météo dont on va supprimer la moitié des effectifs et des sites. Et tant d'autres missions qui fonctionnent correctement, dont les moyens sont en baisse et les personnels menacés. Ce n'est pas parce que l'école est finie et que l'été est là que tout doit s'arrêter et surtout le principal, dans une DEMOCRATIE : l'expression de la volonté du peuple.

Il n'y a pas de vacances. Enfin, pas pour tout le monde. Pas pour les services publics qui permettent à ceux qui sont en vacances et à ceux qui restent de continuer à vivre correctement. Pas pour les pauvres. Pas pour les coups durs.

Le 5 juillet, devant ses petits camarades, le président de la République triomphe : "*Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit.*" Ses idéologues annoncent que ses idées ont conquis la majorité des Français et qu'il a gagné IDEOLOGIQUEMENT.

En proférant cette première affirmation, le président de la République commet un forfait : il est élu président de la République et non pas président du MEDEF. Il y a au moins quelques centaines de milliers de Français qui s'aperçoivent de quelque chose quand il y a une grève, ce sont ceux qui sont en grève ! Son affirmation est une affirmation de classe insolente. Il prétend réduire au silence et à l'impuissance les salariés qui se défendent contre la baisse du pouvoir d'achat, contre la hausse des prix, contre la casse des statuts, contre la baisse des retraites, contre la casse de la sécurité sociale, contre la destruction des services publics, contre la révision générale des politiques publiques, contre le fric insolent, contre le trucage des procès, contre la hausse invraisemblable des revenus des plus riches, contre la chasse aux pauvres, contre la chasse aux étrangers, contre la promotion de l'individualisme et de l'égoïsme. Et quand il a réussi à faire voter des lois liberticides et à acheter les trois quarts de la presse, il s'exclame : désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit !...

Voilà quel était un de ses buts, une de ses intentions, une de ses tactiques pour conforter le pouvoir et les richesses de ses amis : museler le peuple et lui faire croire à lui-même qu'il est muet. Le prétendre impuissant et lui faire croire qu'il ne peut rien. Lui interdire de faire grève et prouver ainsi qu'il ne VEUT plus faire grève.

Prendre les gens pour des cons et leur faire croire qu'ils sont des cons.

Construire l'avenir et non pas subir un devenir imposé

La situation nouvelle créée par l'adoption de la loi portant sur les règles de représentativité et le dialogue social crée une réalité nouvelle de laquelle il faut partir pour agir intelligemment. Par ailleurs, notre congrès de Marseille a réaffirmé notre volonté de parvenir à l'unification syndicale.

La FSU a un travail considérable à faire dans ce processus.

Travail de résistance aux progrès de la casse sociale organisée par le pouvoir.

Travail d'explication pour éclairer ce qui se passe.

Travail de proposition pour donner des perspectives qui permettent la lutte et les luttes.

Travail d'organisation de la confiance en eux des salariés : le pouvoir leur fait croire, d'une part, qu'il n'y a pas d'alternative à la politique qu'il mène, qu'on ne peut pas faire autrement. D'autre part, certains camarades, effrayés par la faillite de la politique sociale démocrate et l'apparence d'absence d'alternative politique clament à tous vents que tout est foutu, que tout le monde est pourri, qu'il n'existe aucune alternative politique possible, que la seule solution est donc, ou la déclaration pentecôtiste de grève générale, ou la guerrilla de minorités syndicales éclairées. De préférence contre d'autres syndicalistes.

Travail de clarification, d'organisation et de coordination des luttes entre les syndicats de la FSU.

Travail unitaire avec les autres fédérations ou confédérations, avec les organisations d'usagers des services publics.

C'est là que notre courant de pensée doit jouer TOUT son rôle, puisque la plupart de nos syndicats sont organisés en courants de pensée.

Revenir à ce qu'est U&A : « syndicalisme de masse, élaboration collective des revendications, action et négociation permettant d'engranger ce qui peut l'être ». Peser chaque terme et lui redonner son sens.

Nous avons tous dit, au cours de cette fâcheuse année, que seul le front de réponse le plus large permettrait de battre ce pouvoir. Nous avons théorisé, déclamé, affirmé, répété...et nous avons fait le contraire, y compris à l'intérieur de la FSU : des actions isolées, morcelées, séparées les unes des autres. Nous avons cependant résisté, travaillé et lutté. Nous n'avons pas à rougir. Nous avons à apprendre de cette expérience.

Quant aux mandats du courant de pensée, que ceux qui ont participé effectivement à leur élaboration écrivent à cette lettre !

On fait confiance, on attend, on espère... et on perd !

Il faut revivifier la vie démocratique de notre syndicat, et particulièrement celle du courant de pensée. Les temps ont considérablement changé. Qui peut dire, si personne ne participe, qu'il représente effectivement ce courant de pensée ? Qui peut espérer que l'organisation syndicale ait prise sur le réel si les militants réels ne s'expriment pas ?

Ces interrogations ont traversé l'année sans véritable réponse et des états de crise se sont installés parfois. Ces interrogations ont traversé les réunions nationales de juin et de juillet de notre courant de pensée, et c'est une bonne chose.

Des questions ont été posées : il faut que les réponses soient élaborées collectivement, très collectivement : « C'est parce que U&A marche mal que ceux qui font 15% ont de l'importance ! » « La faiblesse d'U&A fédéral donne trop de poids aux Syndicats Nationaux. » « La FSU est malade du mauvais fonctionnement d'U&A. U&A sert à régler des conflits et pas à réfléchir » « Nous avons un déficit démocratique dans U&A, déficit d'élaboration. » D'autres décrivent une situation qui leur paraît plus complexe : « U&A n'est pas homogène. Les différences au sein d'U&A sont naturelles : il faut faire la synthèse » « Il y a autant d'U&A que de syndicats dans la fédération. Revenir à ce qu'est U&A » Etc.

Si l'autre part en vacances de riches, sa politique pour les riches ne part pas en vacances. Est-il possible, dans ces conditions, que l'organisation syndicale laisse le champ libre pendant plusieurs semaines à l'accélération de la casse ?

Ce n'est pourtant pas une surprise ! Il doit être possible de faire autrement. C'est aussi une leçon à méditer.

U&A FSU 64 a décidé de participer à cette « reprise démocratique » et de rendre son utilité et sa réalité la plus large au fonctionnement du courant de pensée.

Une réunion générale des militants U&A des syndicats de la FSU est organisée le vendredi 19 septembre au soir dans un lieu qui sera précisé prochainement. Elle sera animée par Jean Lafontan, membre du secrétariat du SNEP et membre du secrétariat de la FSU. Il est un des responsables du courant de pensée.

Nous demandons aux camarades U&A de chaque syndicat de commencer à préparer cette soirée qui pourra être précédée et suivie d'autres réunions plus précises en fonction des souhaits des organisations syndicales et des camarades.

*
* *

Nous sommes le peuple. Ils ne sont que des dirigeants de passage. Leur classe sociale est puissante. La nôtre est nombreuse. Soyons intelligents.

U&A FSU 64, le 27 juillet 2008